

Conseil national du 15 juin 2019
Rapport de Fabien Roussel, Secrétaire national

Chers camarades,

Je tiens, pour commencer, en votre nom, à saluer et adresser toute notre amitié à Patricia Fernandez-Pedinielli, maire de Port-de-Bouc, mère courage, dont le domicile a été attaqué, dans la nuit de mercredi à jeudi, par des jets de cocktails Molotov de fabrication très artisanale. C'est un fait grave qui constitue une agression de plus contre une élue, une militante communiste. Ces agressions à l'encontre de nos militant·e·s et les locaux du Parti communiste se multiplient. C'est inquiétant aussi, car s'attaquer à une élue, c'est s'attaquer à la démocratie.

Ensuite je veux dire un mot sur la situation internationale et les tensions dans le Golfe, suite aux attaques contre des pétroliers ces dernières semaines. La tension monte d'un cran, alors que le président Trump accuse ouvertement les autorités iraniennes avec de supposées preuves à l'appui.

Beaucoup de pays appellent aujourd'hui à l'apaisement, au dialogue, car cette zone est une véritable poudrière. Et cela n'est pas sans nous rappeler la guerre contre l'Irak de Saddam Hussein avec les soi-disant preuves présentées alors par les États-Unis au Conseil de sécurité, et ainsi les années de conflits qui ont suivi, déstabilisant toute cette zone jusqu'à aujourd'hui.

Il est donc plus que jamais important de mettre en avant cette question de la paix dans nos interventions et dans nos actions. À ce titre, la Conférence internationale sur la paix et le désarmement, que nous organisons le jeudi 26 septembre prochain, sera un temps fort pour approfondir notre réflexion et lancer une campagne sur ce sujet.

Avant d'en venir sur la situation politique issue du scrutin du 26 mai dernier, je voudrais d'abord, en votre nom à toutes et tous, remercier très fraternellement Ian Brossat et l'ensemble des candidats et candidates de notre liste, pour la magnifique campagne menée durant des mois. Avec Patrick Le Hyaric, Marie-Pierre Vieu, avec Marie-Hélène Bourlard, avec l'appui précieux de Francis Wurtz que je veux personnellement remercier pour son engagement, nos candidates et candidats ont porté avec une superbe détermination et une grande dignité nos combats dans cette élection.

Oui, le résultat très décevant de notre liste n'entame en rien la qualité de leur engagement. Ils et elles ont été l'incarnation d'une gauche offensive, en quête d'une société plus juste, plus fraternelle et plus humaine.

Si j'insiste d'emblée sur ces remerciements, c'est aussi pour dire combien ces candidat-e-s vont manquer dans l'enceinte du Parlement européen. Oui, le fait majeur pour nous, c'est évidemment l'absence, désormais, de députés communistes français à Bruxelles et à Strasbourg, fait inédit depuis 1979.

C'est un fait lourd, dont personne ne doit banaliser la portée. Le bilan de nos camarades en témoigne, c'est un handicap sérieux que de ne plus siéger au Parlement européen. Et nous devons avoir l'objectif, dès les prochaines élections européennes, de faire élire des députés européens communistes au sein de cette assemblée.

Sans attendre, nous avons pris des initiatives conjointes avec les formations représentées au sein du groupe de la GUE pour continuer à travailler avec eux, pour mener des initiatives ensemble et ainsi disposer de leviers au sein du Parlement pour agir, au bon niveau, sur les enjeux européens, tant au plan national qu'à l'échelle de l'Europe. Nous aurons besoin de créer ici des initiatives telles que, par exemple, le colloque européen sur l'évasion fiscale que nous organisons, ici même, le lundi 24 juin prochain toute la journée, avec la participation de député-e-s européens et d'économistes de plusieurs pays.

Quelle est la situation politique à l'issue du scrutin du 26 mai.

Pour le Président de la République et sa majorité, en tout cas, l'analyse du scrutin est faite. Ils peuvent accélérer leur programme, à droite toute. La déclaration de politique générale du Premier ministre est à ce titre très éclairante :

- Réforme des retraites avec recul de l'âge à 64 ans.
- Rien pour nos services publics de santé alors que 100 services d'urgence sont en grève.
- Des annonces mais aucune mesure concrète sur l'écologie.
- Concernant le pouvoir d'achat des Français, pas de hausse des salaires et la poursuite de la prime Macron (versée à seulement un tiers des salariés), rien pour les salarié-e-s du privé, rien pour les fonctionnaires. Alors que la hausse de l'électricité va porter un coup terrible au pouvoir d'achat des Français.

Et le peu qu'ils donnent d'un côté, ils le reprennent de l'autre ! Ce que le Premier ministre annonce pour le pouvoir d'achat, c'est la baisse de l'impôt sur les deux premières tranches sans proposer de financement précis pour ce faire, sans augmenter les tranches les plus élevées comme nous le proposons. Coût pour le budget : 5 milliards d'euros. Dès lors, il est à craindre que nos services publics soient mis encore à contribution !

Nous avons proposé, pour notre part, une refonte totale de l'impôt sur le revenu, en baissant les premières tranches mais en augmentant les plus élevées.

Nous proposons aussi de revoir complètement la fiscalité sur le capital, notamment en

revenant sur toutes les exonérations dont bénéficient les plus riches et le capital : retour de l'ISF, annulation des niches telles que CICE, CIR, Flat Tax, Niche Coppé... Il y a près de 50 milliards d'euros à récupérer ainsi, pour les mettre au service de tous, pour redistribuer plus justement les richesses créées.

De même rien, dans le discours d'Édouard Philippe, pas un mot sur l'évasion fiscale alors que ce thème est aujourd'hui perçu dans beaucoup de foyers et pointé comme un problème majeur pesant sur nos finances publiques. Voilà un sujet sur lequel nous devons continuer d'être à l'offensive.

Pour ce qui est de la situation politique, d'abord prenons en compte le contexte électoral totalement inédit.

Avec 3 caractéristiques importantes :

- Un mode de scrutin européen dominé par le duel devenu duo Macron/Le Pen. Ils ont rejoué le second tour de l'élection présidentielle. Il nous faut continuer à dénoncer leur complicité avec une véritable combine électorale qui les arrangent tous les deux et dont chacun espère sortir vainqueur. Ils disent s'opposer, Macron et son parti se présentant comme un rempart crédible et progressiste contre l'extrême droite mais, dans la réalité, dans la vie, nous les voyons se taper dans le dos à l'Assemblée, comme de vieux amis, s'embrasser dans les coulisses des plateaux télé. Quand l'extrême droite devient le meilleur ami et le meilleur ennemi du pouvoir en place, c'est dangereux pour la démocratie. Il y avait avant la bande des 4 que dénonçait le FN, il y a aujourd'hui un couple infernal qui va se battre jusqu'au bout pour gagner le pouvoir et anéantir notre démocratie.

Cette élection s'est ensuite déroulée dans un contexte totalement différent des précédents scrutins européens, avec des dynamiques de recompositions profondes du paysage politique français et européen. Les partis de gouvernement de ces vingt dernières années sont disqualifiés, en dessous de 10%, à leur plus bas résultat historique. Cette situation est-elle figée ou est-elle propre à ce scrutin ? La droite saura-t-elle se reconstruire ? La gauche réussira-t-elle à s'unir pour offrir une alternative au libéralisme ? Ces questions se posent.

- Enfin ce scrutin est marqué par une abstention certes en recul mais qui demeure massive. On peut toujours parler pourcentage, l'abstention fait 50 %, mais le nombre lui donne vraiment le sens de la réalité : c'est 23 millions d'électeurs. 23 millions d'hommes et de femmes, en particulier à gauche, qui restent ainsi convaincus que la politique ne peut rien changer à leur vie, que la gauche est en incapacité de répondre à leurs aspirations au changement, ou que les pouvoirs de l'Europe sont bien trop éloignés d'eux, de leur quotidien pour véritablement avoir envie de s'en emparer, de s'en mêler... Et pour les DOM-TOM, c'est pire encore : 60 à 70 % de la population électorale a décidé de ne pas prendre

part à ce vote.

23 millions d'abstentions, 5,2 millions d'électeurs par le RN, c'est ça la réalité des chiffres.

Fort de cette abstention, le Président de la République, malgré des mois de contestation sociale, a réussi son pari d'installer son parti au cœur du jeu politique. Plus que cela, il a réussi, au moins provisoirement, à remodeler l'ensemble du paysage politique en l'organisant autour de son affrontement avec un Rassemblement national au plus haut, en marginalisant presque totalement Les Républicains, dont il a capté au passage une large partie de l'électorat et cela en maintenant la gauche à un étiage historiquement bas. Avec 8,5 % des suffrages exprimés, Les Républicains réalisent leur pire score de l'histoire de la 5^e République et la gauche, hors EELV, n'atteint pas 20 % des voix.

Cette recomposition permet évidemment à ce nouveau pôle de droite de s'installer durablement dans le paysage politique et de préparer plus sereinement les prochaines échéances.

Pour autant, et c'est une contradiction que va désormais devoir affronter le Président de la République, en rassemblant 5 076 363 voix et 22,41 %, Emmanuel Macron n'a fait que déporter sa base électorale vers la droite, et il reste confronté à une opposition électorale très largement majoritaire au sein de laquelle le RN incarne, aujourd'hui, une alternative de plus en plus crédible.

Le RN réunit 5 281 576 voix, soit 23,31 % et gagne 23 sièges de députés. S'il fait légèrement moins que les 24,86 % du FN en 2014, il est devant LREM et s'installe comme première force politique, quand le Front national faisait à peine 6,34 % aux élections européennes de 2009. Il est de loin la première force électorale chez les ouvriers (40 %) - parmi lesquels cependant c'est l'abstention qui domine -, et dans la tranche des actifs entre 35 et 60 ans. Le RN a su sur-mobiliser son électorat de la présidentielle de 2017, capter une part de l'électorat LR et donner, en le dépolitisant, un débouché à ceux qui voulaient utiliser à tout prix les européennes comme un vote sanction de Macron.

En faisant de l'extrême droite son adversaire principal, le Président de la République la renforce et la crédibilise encore plus. Il nous faut le dénoncer sans relâche. C'est son meilleur ennemi. Mais, en même temps, Macron fait la démonstration que pour le battre, il faut voter RN. Il joue avec le feu, car quand l'extrême droite est à 25 % en France, cela veut dire 30 % dans les Hauts-de-France, dans le Sud et dans l'Est, et donc jusqu'à 50 % et plus dans certaines villes ou cantons. Dans cette situation, cela crédibilise et renforce l'idée d'une possible accession de l'extrême droite au pouvoir en 2022.

Emmanuel Macron peut devenir l'apprenti sorcier qui livrera la France à l'extrême droite.

Les forces de gauche sont, elles, au plus bas, malgré une profonde colère sociale. Avec

moins de 20 % des suffrages exprimés, la gauche, hors écologistes, ne capitalise rien de la profonde colère sociale qui agite notre pays depuis des mois, rien ou si peu.

La FI, qui sortait de la séquence de 2017 en position hégémonique en bénéficiant du succès de la candidature de Jean-Luc Mélenchon, a rassemblé 1 428 386 voix et 6,31 %, elle perd donc 5 millions de voix par rapport à la présidentielle de 2017. Sa liste paie cher l'intervention de Mélenchon, très médiatisée, lors de la perquisition du siège de LFI et aussi peut-être sa stratégie populiste, qui nie la gauche et refuse toute alliance.

En 2014, le FdG réalisait 6,61 %. Aujourd'hui, en additionnant les scores de nos deux listes, nous réalisons 8,8 %. L'électorat de 2014 est encore là mais il est bien en recul de la présidentielle.

Le Parti socialiste, s'il n'enraye pas un déclin historique, bénéficie de son côté d'une réaction tardive de son électorat et rassemble 1 401 978 voix et 6,19 %, soit une perte de 7,79 points sur 2014 qui déjà avait été une très mauvaise élection pour le PS. Malgré tout, le PS parvient à envoyer 6 député-e-s au Parlement européen, ce qui ne règle pas la crise de la social-démocratie depuis la présidence de Hollande.

Benoît Hamon avec Génération.s rassemble 3,3 % des exprimés et passe la barre des 3 %, ce qui permet au moins le remboursement des frais de campagne. Benoît Hamon réalise lui aussi un score moindre qu'à la présidentielle sur son nom. Surtout, personnellement, je regrette qu'il abandonne tout de suite après les élections ! Pour en arriver là, il aurait pu accepter l'union que nous lui avons proposée et essayer de construire un rassemblement ensemble.

EELV, qui avait soutenu Benoît Hamon à la présidentielle, a de son côté été portée par l'émergence d'une conscience populaire sur l'urgence climatique. EELV apparaît, au lendemain du 26 mai, comme la seule formation ayant échappé à la marginalisation provoquée par le faux duel Macron-Le Pen. Ils obtiennent ainsi 3 millions de voix et 13,47 %, et l'élection de 13 député-e-s ; c'est important, même si c'est en deçà du record de 16,28 % en 2009.

Ainsi, le total des listes de gauche dépasse les 30 % si on y inclut EELV dont une part significative de l'électorat revendique son attachement à la gauche. Bien-sûr, dans ces 30 % il y a de grandes disparités de contenu et de programme.

J'en viens maintenant à notre résultat, qu'il faut appréhender dans ce contexte global d'affaiblissement de toute la gauche.

Pour la première fois depuis 2007, nous nous présentions à une élection où la circonscription électorale était l'ensemble du territoire national. Notre liste fait 2,49 % des suffrages exprimés et 564 739 voix. Ce résultat est très décevant, on l'a dit. D'abord, parce

qu'il nous prive de toute représentation au Parlement européen comme je l'ai déjà souligné. Sans nier la faiblesse de ce score, continuons toutefois de dénoncer un mode de scrutin antidémocratique qui aboutit à ce qu'un votant sur cinq ne soit pas représenté au Parlement européen et à ce que les deux principales forces LREM et RN obtiennent une représentation parlementaire très supérieure à leur influence réelle. Il suffit de 229 633 voix pour élire un·e député·e RN (220 711 pour un député·e LREM) quand avec plus du double de ce nombre de voix nous n'en obtenons aucun.

Un résultat d'autant plus décevant aussi parce qu'il fait suite à une très belle campagne de nos candidat·e-s, de notre tête de liste, de notre parti, avec une mobilisation militante inédite depuis de nombreuses années. Il ne traduit pas non plus l'engagement d'électeurs, de militant·e-s, souvent d'elu·e-s d'autres sensibilités de gauche à nos côtés, pas plus que celui de personnalités, de syndicalistes, dans un mouvement que nous n'avions pas connu depuis de nombreuses années.

Ce résultat est également inquiétant parce qu'il ne nous permet pas de prétendre au remboursement de nos dépenses de campagne et nous conduit à travailler très vite à la réussite de la souscription populaire que nous avons lancée cette semaine, pour rassembler 600 000 euros d'ici fin juillet. Denis y reviendra.

Mais comme beaucoup de secrétaires fédéraux l'ont exprimé lors de la réunion du 6 juin dernier, si ce résultat a provoqué de la déception le soir-même, nous remarquons qu'il ne suscite pas l'abattement ou de la résignation chez les communistes avec l'idée récurrente de « Nous avons beaucoup semé, mais pas encore récolté ». Dans beaucoup de villes à direction communiste nous arrivons en tête de la gauche, parfois juste derrière le FN. Des expériences de campagne ont d'ailleurs produit des résultats positifs dans certaines communes qu'il faut pouvoir partager.

Les secrétaires fédéraux réunis la semaine dernière ont également pointé l'idée que notre liste, même avec un résultat faible, nous a permis de rentrer dans le paysage politique et de redevenir un acteur de la recomposition de la gauche.

Cette campagne a aussi permis de mettre en avant de nouveaux visages et de renouer avec l'expérience exigeante d'une campagne nationale et l'engagement de l'an, à ce titre, a été exceptionnel.

Nous pouvons même, avec le recul aujourd'hui, dire ce qui a plutôt fonctionné et ce qui a moins bien fonctionné, ce qu'il faudra encourager ou revoir lors des prochaines campagnes électorales. Ce sont des leçons à tirer.

Tout cela peut être mis à l'actif de cette campagne.

Enfin, si nous avons pointé, lors de notre congrès, « les élections européennes comme une

étape de la recomposition politique en cours et le rétrécissement du débat électoral à la fausse alternative « pour ou contre l'Europe » comme mortifère pour nos combats de classe », notre projet pour l'Europe est resté insuffisamment lisible.

C'est vrai sur les enjeux de la transition écologique, qui ont structuré une part des votes en fin de campagne. Sur ce sujet, nous avons porté l'idée que « pour stopper la catastrophe annoncée, c'est le système qu'il faut changer ». Mais nous n'avons pas été entendus. Tout comme les autres forces de gauche qui ont elles aussi porté la question écologique.

Pour résumer : Pour défendre l'écologie, le réflexe a été le vote vert. Pour voter la colère et le rejet de Macron, cela a été le vote FN. Le reste est passé à la trappe.

Nos 2^{es} Assises de l'écologie, prévues cet automne, devront, à mon avis, approfondir ce chantier et nous permettre de franchir, en ce sens, une étape décisive sous peine de laisser sans réponse les adaptations du capitalisme à la crise climatique et écologique. Et sans attendre, il nous faut être de toutes les actions unitaires organisées, avec pour objectif d'imposer les mesures d'urgence indispensables à un gouvernement qui prétend mettre l'écologie au centre de son action mais agit au service des grands groupes industriels et financiers responsables des dévastations environnementales.

C'est vrai également sur les enjeux économiques et sociaux où nos propositions sur l'emploi, l'industrie, sur l'augmentation sensible du pouvoir d'achat, sur le SMIC et les salaires continuent de buter sur la question de leur crédibilité, alors qu'elles sont au cœur même de nombreuses luttes, dans les entreprises privées comme dans le secteur public, que ce soit chez General Electric à Belfort, chez Auchan, Carrefour, Whirlpool ou encore dans les hôpitaux et plus globalement dans tous les services publics.

Nos efforts pour identifier notre liste au monde du travail, aussi justes ont-ils été, ne suffisent pas à surmonter la grande faiblesse de notre influence dans le salariat, alors même que nous affirmons notre ambition de faire du monde du travail la force motrice d'un changement politique et social majoritaire.

Un tiers au moins des ouvriers et employés ont voté pour le Rassemblement national, quand seulement 1 % ont utilisé le bulletin de vote communiste. 30 % des actifs se déclarant proches de la CGT ont fait de même, alors qu'ils n'ont été que 12 % à utiliser notre bulletin de vote !

Il y a là, à mon sens, un besoin immense d'investir avec plus d'audace et d'ambition la bataille idéologique, en partant des exigences telles qu'elles s'expriment. En partant de ce que les ouvriers et les salariés ont dans leur tête, en partant de leur vie, leur vécu, de leurs conditions de travail.

Je l'ai dit souvent, nous sommes très forts pour dénoncer le capitalisme, ses mécanismes, mais nous le sommes moins pour convaincre ceux qui en subissent les conséquences, pour être entendus et compris d'eux.

C'est ce travail décisif qu'il faut accomplir si nous voulons ainsi reconquérir notre influence dans le monde du travail et surtout œuvrer au développement des luttes et aux victoires sociales. Il faudra que le CN de cet automne consacré à l'activité en direction et dans les entreprises prenne des décisions ambitieuses en la matière.

Ce résultat doit nous interroger sur notre rapport à la société et la capacité de notre collectif militant à construire un lien durable avec celles et ceux que nous voulons rassembler. C'est pourquoi nous devons faire du renforcement de notre parti un objectif permanent. Ce sera le sens du plan de renforcement qui sera débattu en exécutif national à la fin juin. Nous avons réalisé depuis janvier près de 1 700 adhésions, pour beaucoup dans le cadre de la campagne électorale. C'est 600 de plus qu'à la même date l'année dernière. Nous pouvons faire beaucoup plus si nous sommes offensifs en la matière. Ce chantier majeur sera l'objet d'une réunion de notre CEN fin juin et d'une réunion du CN pour répondre aux enjeux immenses de renforcement, mais aussi de formation et de politique de cadres.

L'autre urgence est de travailler à une alternative crédible à gauche face à l'offensive ultralibérale de la droite macroniste et au danger du RN

Dans la situation politique issue de cette séquence électorale, rien n'est plus urgent que de faire émerger aussi une perspective d'espoir en laquelle notre peuple puisse se reconnaître. Elle passe par une ambition de rassemblement à gauche, qui offre une alternative crédible au désastre du face à face Macron-Le Pen.

Je l'ai dit au soir du 26 mai, le Parti communiste est plus que jamais disponible pour contribuer à ce rassemblement, sans exclusive, dans la diversité des forces concernées, avec la volonté de ne pas reproduire les expériences qui ont inlassablement fini par échouer, parce qu'elles reléguaient les enjeux de contenus et l'intervention populaire privilégiant des accords de sommet.

Plus que jamais, comme nous l'avons décidé au Congrès, « nous visons ainsi un rassemblement majoritaire, dont le contenu soit à la hauteur pour transformer réellement l'ordre existant dans la société, les entreprises et les institutions. Il implique de mener le débat en permanence, aussi bien avec les travailleuses et travailleurs, les citoyennes et citoyens, qu'avec les partenaires de constructions unitaires. »

Cette construction ne peut donc se résumer à des questions d'alliances, fussent-elles indispensables, celles-ci ne feraient pas le poids dans la situation présente. Elle n'aura de

sens et surtout ne pourra déboucher sur des succès que si elle s'appuie sur des luttes aux objectifs clairement transformateurs et surtout sur des victoires sociales et politiques, à partir de campagnes de propositions très concrètes.

C'est ce à quoi il nous faut travailler, dans un esprit de dialogue, de confiance, mais aussi de clarté avec l'ensemble des forces de gauche, mais surtout avec nos concitoyens que nous devons appeler à s'emparer de cette question.

Avec « les 10 propositions pour la France », nous avons posé de premiers jalons pour que cette construction prenne corps, avec des contenus qui ne constituent certes qu'une étape pour répondre aux exigences populaires immédiates. Mais ils permettent déjà de prolonger et d'amplifier le dialogue avec les forces de gauche bien sûr, mais aussi et surtout avec toutes celles et tous ceux dans le mouvement syndical, associatif, parmi nos concitoyens ou parmi les élu·e·s locaux qui cherchent une issue progressiste à la crise.

Notre démarche doit aussi permettre aux composantes du mouvement social de relier leurs luttes à la visée d'une alternative progressiste, sans laquelle elles ne peuvent pas déboucher sur des victoires durables.

Elle doit viser aussi à nourrir les débats et les constructions de rassemblement dans la perspective des élections municipales, où nous devons relier partout l'objectif de battre la droite et le Rassemblement national à celui de construire des majorités de gauche et citoyennes en capacité d'élaborer et de mettre en œuvre des projets locaux, qui répondent aux besoins des habitants, en particulier en matière de services publics.

Comment allons-nous nous adresser aux ouvriers, aux employé·e·s salarié·e·s, à la jeunesse dans les prochains mois ? Comment aller convaincre une part, même infime, des 23 millions d'abstentionnistes qui ne croient plus à la politique ? Avec quels sujets, quelle campagne allons-nous les rencontrer ? Voilà les questions que nous avons à travailler.

L'appel que nous vous proposons d'adopter à l'issue de notre CN et que nous proposons de mettre à disposition des fédérations et des sections pour engager, partout et à tous les niveaux, les débats et les rencontres pourrait être une première étape dans la construction de cette union populaire.

Donner de l'espoir c'est aussi réussir à construire des rassemblements très larges, avec nos concitoyens, et avec les forces politiques de gauche, dans l'unité et dans l'action, pour réussir à faire reculer le gouvernement sur ses réformes.

Ce sont donc là des travaux pratiques qui peuvent aider à renouer le dialogue avec nos concitoyen·ne·s, mais aussi, partout, localement, avec les forces de gauche, pour se battre ensemble.

Quelles initiatives dans le contexte issu du scrutin du 26 mai ?

D'abord il y a ce que nous pouvons faire avec ADP par exemple et c'est tout de suite. Nous pouvons en effet faire du référendum sur Aéroports de Paris l'enjeu d'une bataille politique sur les contenus, à la fois sur les enjeux démocratiques et sur la maîtrise publique de plans stratégiques de notre économie. Je le rappelle, 248 parlementaires, de gauche et de droite, soutiennent un texte législatif obligeant le gouvernement à l'organisation d'un référendum d'initiative partagée (RIP).

Sans détailler l'ensemble des arguments qui nous conduisent à combattre le projet de privatisation avec la plus grande détermination, je veux dire combien cette bataille revêt une importance majeure.

D'abord parce que, pour la première fois, le Président de la République, son gouvernement et son écrasante majorité rencontrent une opposition suffisamment large pour mettre un coup d'arrêt à leur projet. Certes rien n'est fait, mais mesurons bien ce que notre action et celle des salarié·e·s ont permis de faire avancer de ce point de vue.

Par ailleurs, cette bataille porte sur une confrontation idéologique majeure, celle des privatisations de nos fleurons économiques ou de leur maîtrise publique pour une gestion conforme à l'intérêt général.

Nous entrons désormais dans la deuxième étape de cette bataille essentielle. Durant les 9 mois qui viennent, il va ainsi falloir que nous contribuions à récolter plus de 4,7 millions de signatures pour contraindre le gouvernement à consulter notre peuple sur l'avenir de l'entreprise publique. Il s'agit là d'un défi immense, où le rôle de notre parti, de nos militant·e·s et de nos élu·e·s doit aider à élever les consciences, quand les tentations d'en faire un référendum anti-Macron traversent les têtes à droite comme à gauche.

D'autant que la lutte contre la privatisation de l'entreprise publique ne s'achèvera pas avec le résultat du référendum d'initiative partagée que Macron et son gouvernement vont tout faire pour faire échouer, comme en témoignent les obstacles édifiés pour recueillir les signatures de nos concitoyens.

À ce jour, il y a une volonté ferme de tous les parlementaires, à l'Assemblée, au Sénat. L'ensemble des groupes opposés à ce projet de privatisations se sont réunis pour mener cette bataille trans-partisane avec l'objectif commun de faire reculer le gouvernement. Cet argument de bataille commune peut permettre d'emporter l'adhésion de nos concitoyens. Des initiatives auront lieu sur l'ensemble du territoire. La première grande initiative pluraliste se déroulera à Saint-Denis ce 19 juin, pour lancer la campagne publique, à l'initiative et sous l'égide de Stéphane Peu, où nous commencerons à faire entendre nos propositions pour une maîtrise publique des aéroports et plus largement du transport

aérien.

Autre grand sujet : Faisons de la vie chère, du pouvoir d'achat une campagne permanente, car c'est devenu la principale préoccupation de nos concitoyens, devant l'emploi désormais. Depuis longtemps déjà c'était le cas dans les DOM-TOM, c'est donc désormais le sujet le plus préoccupant en métropole aussi. Ce mois de juin ne peut que l'accentuer, qui a été marqué par une hausse de 5,9 % de l'électricité, portant un coup sévère au pouvoir d'achat des Français. Elle s'ajoute à la hausse du gaz, des péages, des assurances, des mutuelles, des loyers.

Mais cette hausse est la plus forte depuis la privatisation d'EDF. Le coût de l'électricité a ainsi augmenté de 50 % depuis cette privatisation. Les dividendes versés aux actionnaires s'élèvent à 22 milliards d'euros ! Il y a là un vrai sujet à mettre dans l'actualité et un combat à mener. Un combat populaire qui nous permet, là aussi, de parler de service public !

D'ailleurs le gouvernement propose une baisse de l'impôt, mais une part de cette baisse sera aussitôt captée par cette hausse de l'électricité qui va représenter plus de 80 euros par foyer par an ! Et EDF annonce déjà qu'une nouvelle hausse devrait intervenir au moins d'août !

C'est un sujet que nous devrions et pourrions porter peut-être avec une carte-pétition contre la vie chère.

Nous pouvons aussi proposer aux maires de voter des motions exigeant l'annulation de cette hausse et la baisse de la TVA, de 20 % à 5 %. Les maires peuvent aussi décider eux-mêmes de baisser symboliquement la taxe locale qu'il prélève sur une facture d'électricité pour faire la démonstration, par le concret, que c'est possible de baisser les taxes. La somme est infime, ce geste ne mettrait pas en danger nos communes déjà fragilisées par les baisses de dotation, mais cela aurait une portée symbolique forte : ce qu'une commune peut faire, le gouvernement peut le faire.

Cette campagne sur le pouvoir d'achat doit nous amener à avancer des propositions sur l'utilisation de l'argent, le rapport capital/travail, sur la répartition des richesses créées, sur les salaires. Nous pouvons reprendre ces thèmes chers à notre parti en partant de préoccupations concrètes populaires.

Une bataille décisive s'annonce, celle pour une réforme progressiste des retraites. C'est une bataille essentielle, car les Français sont très attachés à leur système solidaire de retraite par répartition.

Le projet du gouvernement prévoit un système par point et d'allonger la durée du travail jusqu'à 64 ans. Sans pouvoir garantir le montant de la pension que le ou la retraité-e percevra à ce moment-là.

C'est un recul sévère. Bien loin des enjeux de ce XXI^e siècle et de la réalité de notre pays avec ses 5,5 millions de personnes sans emploi. Bien loin aussi d'une autre réalité : l'espérance de vie en bonne santé en France est de 62 ans. Avec aussi 950 000 de nos concitoyens âgés de plus de 50 ans qui sont au chômage. Et il faudrait travailler jusqu'à 64 ans pour obtenir une retraite à taux plein !

Pour eux, la modernité et le progrès c'est de travailler plus, à une époque où les philosophes et les économistes planchent sur un monde du travail qui va être bouleversé par l'arrivée des robots, des imprimantes 3D !

Nous proposons au contraire un système de financement solidaire qui permettra aux salarié·e·s de partir après 37,5 ans de cotisations ou à 60 ans avec 75 % de son dernier salaire ou avec le SMIC au minimum.

Nous voulons proposer une réforme pour une retraite émancipatrice et développant l'apport des retraités à la société.

Nous pouvons prendre l'offensive sur cette bataille déterminante, en portant l'idée, face à l'enfumage "progressiste" du projet gouvernemental, que nous sommes ainsi porteurs d'un autre projet de civilisation, où la retraite est un nouveau moment positif dans la vie, où les retraités sont un apport à la société. Le groupe de travail Retraites, animé par Olivier Dartigolles, fera des propositions concrètes en ce sens sur lesquelles nous pourrions nous appuyer.

Dans notre activité, il s'agit aussi de renouer avec le monde du travail, pour aider au développement des luttes et surtout à leur succès. Si nous devons renforcer notre rapport à la société, c'est bien d'abord en renouant avec le monde du travail, là où se construisent les consciences dans les rapports exploités-exploiteurs. D'autant que la situation économique et sociale a connu une brutale évolution au lendemain de ce rendez-vous électoral, avec la multiplication des annonces de plans sociaux :

- la suppression de plus de 1 000 postes chez General Electric à Belfort,
- les menaces qui pèsent sur l'avenir du groupe Renault dans lequel l'État est prêt à vendre ses dernières participations pour préparer au final la vente de l'entreprise nationale,
- l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire pour Whirlpool à Amiens et ses 164 salariés.
- S'y ajoutent les 720 postes menacés chez Auchan et les 1 230 suppressions de postes chez Carrefour qui pourraient conduire jusqu'à 3 000 départs.
- La situation d'Ascoval et ses 270 salariés, où rien n'est réglé.
- Rien non plus pour Arjowiggins qui, je le rappelle, est la seule entreprise à produire en France du papier à partir de papier recyclé !

C'est pourquoi nous devons pleinement être au cœur de ces combats, avec par exemple la bataille engagée à Belfort qui doit aboutir, au-delà du rassemblement prévu ce 22 juin, à un appel très large pour « Développer la filière énergétique industrielle pour répondre aux besoins humains, écologiques et sociaux de nos territoires pas à ceux de la finance ! », dont le texte vous a été remis. Quelle est la stratégie de l'État en matière industrielle ?

Nous pourrions dans les prochaines semaines, en plus de partager ces luttes, aller à la rencontre des salarié-e-s, des syndicats dans les entreprises pour les écouter, comprendre les raisons de leur abstention et du vote RN, confronter nos propositions, construire une complémentarité d'actions avec les forces syndicales.

Ce tour de France des entreprises, que je vous propose de construire avec les fédérations, devra non seulement rendre visible notre ambition d'écouter les colères sociales et de les porter partout où elles doivent l'être. Mais il doit également nous permettre de reconstruire des convergences entre les salarié-e-s eux-mêmes.

Notre campagne européenne nous fournit de nombreux points d'appui en la matière, à travers la liste que nous avons portée et les soutiens de centaines de syndicalistes dans des domaines divers, du public comme du privé, qui ont participé à des appels à voter sectoriels. Le Conseil national qui se réunira en septembre avec à son ordre du jour l'activité en direction et dans les entreprises devra évidemment nous permettre, comme nous l'avons décidé lors du congrès, d'ancrer cette démarche.

Il nous faut aussi poursuivre et amplifier nos combats pour les services publics et plus particulièrement l'hôpital public.

Nous vous proposons d'amplifier notre action en défense du service public de santé, à partir de l'initiative « Urgence santé », afin de recueillir un million de signatures en faveur d'un moratoire sur les fermetures de lits, de services, d'hôpitaux. Cette pétition est animée, entre autres, par Alain Bruneel qui poursuit inlassablement ses visites dans les établissements publics de santé. Ce sont à ce jour 147 hôpitaux que les parlementaires communistes ont visités, ce qui a permis de réunir et d'échanger avec des centaines de soignants localement ou encore à l'Assemblée. Personne n'a fait le travail que nous avons réalisé ces derniers mois sur ce secteur en souffrance. Une infirmière gagne 1 400 euros net. La classe ouvrière du XXI^e siècle, c'est aussi elles !

Les enjeux sont criants, la souffrance des usagers comme des personnels est forte et elle explose dans de nombreux endroits et tout particulièrement dans les services d'urgence qui sont aujourd'hui une centaine en grève.

Là où il y a des luttes, des problèmes, cette pétition doit être un outil, un moyen d'action pour les communistes pour faire reculer le gouvernement. Diffusons-la plus largement

encore.

Cette activité se développera en cohérence avec les autres batailles en cours pour la défense des services publics, dans l'Éducation nationale et dans les transports notamment. Dans les transports, je veux souligner la belle manifestation à Paris, avec 15 000 participants et l'accueil chaleureux que nous y avons reçu Ian, Pierre et moi-même. Le gouvernement et les régions déroulent le programme de privatisation. On compte 58 suicides chez les cheminots, dépassant ainsi le triste record de France Telecom ! Et le système de transport qui va se complexifier, rendant plus dangereux ce mode de transports.

Toujours sur les transports, nous avons été en pointe en faisant du Train des primeurs, Perpignan-Rungis, le symbole des mensonges du gouvernement : ce train va rouler à vide et 80 camions vont envahir nos routes tous les jours ! Et le gouvernement renvoie aujourd'hui la balle vers les entreprises, sur une situation dont il est le seul responsable.

Nous devons reprendre la main, poursuivre cette bataille avec de nouvelles initiatives avec les camarades du Val-de-Marne, les parlementaires, Christian Favier...

Je veux conclure évidemment sur la Fête de l'Humanité qui sera un moment politique très important sur tous ces enjeux.

Nous devons donc engager en grand la vente du bon de soutien pour soutenir le journal qui en a tant besoin et dont on mesure chaque jour l'importance de son existence et de son développement. Le premier rendez-vous que nous avons fixé aujourd'hui doit donner le ton et l'ambition à l'ensemble des communistes d'une diffusion militante d'un niveau exceptionnel.

S'agissant de la préparation et de la tenue de la Fête elle-même dans le contexte que je viens de balayer :

D'abord, le plus évident et le plus urgent, celui de soutenir notre journal, toujours en grande difficulté, en travaillant à l'élargissement de sa diffusion avant et pendant la fête.

Cette édition doit également être l'occasion de prolonger la dynamique de campagne faisant de la question de la visibilité et plus encore de notre renforcement un enjeu essentiel. Un effort conséquent pourrait être mené en direction des militant-e-s pour que l'adhésion soit réellement au cœur de leur activité politique durant toute la Fête.

La Fête sera aussi évidemment le rendez-vous politique de la rentrée et l'occasion pour nous d'amplifier les ripostes engagées avant l'été, en donnant de la résonance aux batailles politiques contre la privatisation d'ADP, contre la vie chère, pour nos hôpitaux, pour une vraie réforme des retraites.

Voilà les grands chantiers que nous avons devant nous. Certes, nous ne trouverons pas tout de suite, ni tous seuls, toutes les réponses aux questions qui se posent dans ce contexte politique nouveau. Mais en y travaillant avec sincérité, avec conviction, avec la volonté de créer un rapport de force majoritaire avec nos concitoyens, en se fixant l'objectif d'une union populaire, pour battre la finance et ses représentants au pouvoir, nous y arriverons !